

# UNE CRISE DURABLE

UN RALENTISSEMENT PROFOND FRAPPE LES PLUS GRANDES ÉCONOMIES CAPITALISTES, SE MULTIPLIE AINSI  
LES ÉLÉMENTS DE RÉTROACTION ENTRE TOUS LES FACTEURS MOTEURS D'UNE CRISE HISTORIQUE.

Alors que la seconde phase de la crise économique mondiale est bien engagée – une sévère récession frappe l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale, dans ses divers compartiments – ce qui est apparu comme une crise financière est loin d'être terminée. Ce n'est pas un sursaut boursier qui doit faire croire que le malade est sorti d'un coma attribué par les médias à une indigestion de « produits toxiques » par des banquiers trop « avides ».

## ÉCHÉANCE 2012

Deux images états-uniennes illustrent, à leur façon, le cours actuel de cette crise : des dizaines de milliers de panneaux plantés devant des maisons individuelles aux Etats-Unis, portant l'inscription *Forclosure* (saisie, puis vente pour saisie) ou *For Sale* (A vendre); des queues de salarié-e-s sans emploi – de l'industrie et des services – qui s'allongent devant les bureaux de chômage.

Au total, c'est 3,8 millions de maisons familiales qui sont signalées (en février 2009) par ces pancartes. Il faut y ajouter un stock deux fois supérieur si l'on y adjoint toutes « les unités habitables », allant du studio à l'appartement de luxe. Le 40-45 % des ventes le sont suite à des saisies ou à des difficultés à faire face au service des emprunts hypothécaires. La chute des prix de l'immobilier continue, certes avec des différences selon les régions. Au cours des années 1920, les prix de l'immobilier-habitat avaient reflué de 19 %; le recul, en fin 2008, est de 30 % par rapport au pic de 2006. Et ce n'est pas fini : le chiffre de 40 % est sérieusement envisagé [1]. En effet, suite au repli des prix et à la baisse des taux d'intérêt, nombreuses sont les familles qui « ren-

dent » les clés. Ainsi, elles ne doivent plus payer les hypothèques. Mais cela pousse vers le bas les prix du stock immobilier à vendre. Cette bulle est donc loin d'être dégonflée.

Les prêts hypothécaires *subprime* – prêts effectués sans aucune condition [2] – verront certes baisser lentement leur charge explosive : leur montant, il y a un an, était estimé à 1300 milliards de dollars. Par contre se profilent, avec des menaces bien concrètes jusqu'en 2012, les renégociations des prêts Alt-A : prêts accordés à des personnes solvables, mais « avec un profil risqué ». Lisez : qui peuvent perdre leur emploi, avoir un problème de santé, etc. Leur montant total est estimé à 1000 milliards. Ces renégociations d'emprunts vont atteindre les volumes les plus importants au cours des années 2010-2012. Au même titre que les prêts « option ajustable rate » (les prêts dont le taux peut être révisé...). Ces derniers occuperont aussi les rangs d'honneur entre 2010 et 2012 : leur montant est estimé entre 500-600 millions de dollars. Or, selon des données du Trésor américain, il a été constaté, lors des renégociations du dernier trimestre 2008, une insolvabilité des débiteurs à hauteur de 55 %. Fin 2008, 12 % des emprunts hypothécaires donnaient lieu à des impayés ou à des saisies.

En un mot : même en tenant compte des baisses de prix de l'immobilier, ce sont encore des centaines de milliards de dollars qui vont s'« envoler en fumée » et qui accroîtront la toxicité d'actifs acquis par divers types d'investisseurs à l'échelle mondiale. Et cela au moins jusqu'en 2012. Car l'immobilier constitue le sous-jacent le plus important de divers produits toxiques, en priorité les MBS (*mort-*

*gage-backed securities*: des titres obligataires adossés à des prêts hypothécaires). Une partie – quand les prêts sont garantis par les agences Fannie Mae et Freddie Mac – retombera sur le budget fédéral, donc sur les salariés-contribuables, en dernière instance. En effet, les deux agences – qui se sont aventurées loin de leurs terrains de chasse réglementaires – ont dû être nationalisées en septembre 2008 [3]. Une autre partie pèsera sur les bilans des banques, des fonds de pension, etc. Ce qui veut dire, le plus souvent, aussi sur les salariés contribuables, car «l'aide» d'Etat aux banques est devenue monnaie courante et les pertes des fonds de pension sont payées, cash, par les retraités, aujourd'hui et demain.

Pour compléter, en partie, ce tableau, il faut l'étendre au tassement violent de l'immobilier commercial. Il a de même fourni une base pour l'émission d'un volume considérable de *mortgage-backed securities*. Un exemple: un des bâtiments de prestige de Boston – la John Hancock Tower – a été vendu aux enchères pour 600 millions de dollars; il avait été acheté 1,3 milliard en 2006. Pas difficile d'imaginer les secousses que l'affaissement de ce segment de l'immobilier va entraîner dans la chaîne des prêts titrisés (voir la définition en p. 25, note 7). La régression de ce secteur va s'accroître, sous l'effet d'une récession qui persiste. La dégradation des actifs bancaires va donc suivre, avec la poursuite de la rétention du crédit. Les mécanismes de contagion crèvent les yeux... et les bilans.

### LE CHÔMAGE S'INSTALLE

Ce bref aperçu d'une crise immobilière qui va durer ne fait pas sens si l'on n'y ajoute pas, de suite, l'explosion du chômage et ses conséquences [4]. *The Economist* (14 mars 2009) parle d'une «*crise mondiale*» des emplois. On ne peut être plus exact.

Restons aux Etats-Unis. La récession a commencé aux Etats-Unis, officiellement, en décembre 2007. La destruction d'emplois a connu un rythme rapide, avec une accentuation dès septembre 2008. Le rapport intermédiaire de l'OCDE – *Perspectives économiques*, mars 2009 – confirme d'autres études. Il y est affirmé: «*L'emploi a baissé plus que par le passé*». Affirmation faite sur la base d'une comparaison entre les six dernières réces-

sions [5]. Et, dans le chapitre consacré à l'économie des Etats-Unis, l'OCDE envisage un taux de chômage de 10,5 % pour fin 2009; ce qui risque de s'avérer «optimiste».

En effet, si l'on prend en considération le travail à temps partiel involontaire (qui est à hauteur de 9 millions en mars 2009), le taux de chômage et de «sous-emploi» atteignent déjà 14,8 % en février 2009 et 15,6 % en mars 2009. Dans le seul secteur manufacturier ce sont 1,5 million d'emplois qui ont été liquidés de décembre 2007 à mars 2009, sur lesquels un million au cours des six derniers mois. Dans la construction, de janvier 2007 (le pic) à mars 2009: 1,3 million d'emplois ont été détruits.

Une donnée plus alarmante doit attirer l'attention sur ce qui est en train de se passer aux Etats-Unis et plus largement dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Dans le cadre de cette dépression naissante, le rapport se tend entre les offres d'emploi et le nombre de chômeurs. Aux Etats-Unis, en décembre 2007, il était de 1,7 chômeur pour une offre d'emploi. En février 2009, il a passé à 4,1. Autrement dit, il y avait 9,5 millions de chômeurs de plus que le nombre d'offres d'emploi [6]. De quoi grossir les rangs de travailleurs et travailleuses qui seront plongés dans le chômage de «longue durée» (27 semaines et plus): 3,2 millions en mars 2009, soit une augmentation de 1,9 million depuis décembre 2007.

L'effet sur la hausse des «découragés» est quasi mécanique. Ce sont ceux et celles qui ne recherchent plus un emploi car ils ne croient pas pouvoir en obtenir un. Ils ne sont pas comptabilisés parmi les chômeurs. L'enquête spécifique les évalue à 685'000 en mars 2009, soit 284'000 de plus qu'un an auparavant [7]. La consommation des ménages n'est pas près de repartir en mars 2009 et après.

La jonction entre, d'une part, l'incapacité de faire face aux services de la dette hypothécaire et, d'autre part, le choc du chômage se traduit dans la hausse des faillites personnelles (devant la justice). Elles ont augmenté de 118 % – de 2006 à 2008 – dans les 16 Etats où le déclin des prix des maisons personnelles (HPI) a été le plus prononcé. A ce facteur, il faut ajouter pour saisir la hausse rapide de cette forme de destitution sociale: la perte de l'emploi, les «problèmes de

santé» (ruineux) et les impayés sur les cartes de crédit. Pour l'Economic Policy Institute (Washington), il y a là l'indice que le «*filet de sécurité sociale*» pour une période de difficulté devait être attaché à leur maison, du moins à sa valeur supposée [8]. Voilà la traduction concrète de la réduction maximale du salaire social aux Etats-Unis.

En outre, dans 32 Etats, les travailleurs à temps partiel involontaires ne touchent aucune allocation. Ces dernières sont inférieures à ce qu'elles étaient dans les années 1970 [9] et le nombre de chômeurs qui ne reçoivent pas d'indemnités dépasse de peu les 50 %. En dehors de quelques ajustements – considérés comme «*maigres*» par l'hebdomadaire de la City – la politique de l'administration Obama fonctionne, de fait, en faveur de la «flexibilisation» du marché du travail.

### DEUX TESTS

Sur ce terrain, deux épreuves tests s'annoncent. Le premier: les appareils syndicaux – qui se sont engagés financièrement dans la campagne Obama – attendent que passe une loi permettant aux syndicats, une fois réunies les signatures de 51 % des salarié-e-s d'une entreprise, que cette dernière doive signer un accord contractuel dans les 120 jours, sans quoi interviendra un arbitrage «gouvernemental». Cela supprimerait les «votes à bulletins secrets» qui ont abouti à un affaiblissement important des syndicats (même si ce n'est pas la seule raison). Le patronat a développé depuis des années une véritable «industrie antisyndicale» et d'intimidation. Diverses sources indiquent pourtant la recherche d'un «compromis» [10], c'est-à-dire le maintien d'obstacles légaux à la présence syndicale reconnue sur le lieu de travail. ➤

[1] Source: Credit Suisse

[2] Voir à ce sujet le remarquable documentaire *House of Cards* de David Faber pour la chaîne économique CNBC-WSJ.

[3] Voir Michel Aglietta et Sandra Rigot, *Crise et rénovation de la finance*, Odile Jacob, 2009, pp. 111-116.

[4] Voir le site alencontre.org, article en date du 16 mars 2009, sur l'évolution du chômage aux Etats-Unis.

[5] Voir rapport de l'OCDE, chapitre 2, Etats-Unis, p. 69.

[6] Economic Policy Institute, 7.04.2009, étude de Heidi Shierhloz.

[7] Bureau of Labor Statistics, *The Employment Situation: March 2009*, 3.04.2009.

[8] Economic Policy Institute, «Housing collapse drive up consumer bankruptcies», étude de Nooshin Mahalia, 8.04.2009.

[9] *The Economist*, 14.03.2009, p. 66.

[10] *Business Week*, 23.03.2009, p. 24.

Le second test aura lieu à propos de l'industrie automobile. Nombreux sont les indices laissant prévoir des mesures qui ouvriraient la voie à un dépôt de bilan de GM. Cette firme serait placée – en totalité ou en partie – sous la « protection du chapitre 11 ». Autrement dit, une technique qui permet de restructurer une entreprise – sous la supervision d'un juge – en imposant aux salariés des « sacrifices », aussi bien sur les emplois, les salaires, le temps de travail, les retraites, l'assurance maladie. C'est un dispositif qui a été employé dans la sidérurgie, dans les compagnies d'aviation et pour certains sous-traitants de l'automobile dans le passé. Une telle mesure – étudiée par une « task force » spéciale – pourrait s'articuler avec la cooptation matérielle des sommets de l'appareil du syndicat (UAW) dans le processus même de « restructuration ».

Si un tel plan passe, il y aura là l'illustration que pour l'administration Obama – et son entourage lié au grand capital financier – la réponse à une crise de surproduction structurelle dans un secteur industriel clé passe par l'alignement sur les conditions de travail et de salaires les plus dures, par des licenciements massifs et par la destruction finale de bastions ouvriers ayant une longue histoire, remontant aux années 1930, même si le fil rouge conduisant au présent est fort tenu. Simultanément sera illustrée la destruction de capital fictif (obligations, actions dévalorisées de GM, créances pourries), de capital réel (usines, machines, etc.) et de capital variable (salariés mis au chômage); ce qui est le propre d'une crise capitaliste.

Certains dans le mouvement ouvrier proposent une alternative à cette méthode. Elle se veut crédible et répond aux besoins sociaux et environnementaux, en s'appuyant sur une prise en main directe par des instances publiques et les travailleurs de la restructuration [11]. Engager un tel mouvement irait, frontalement, à l'encontre des choix des dominants aux Etats-Unis et poserait, de fait, la question de la propriété privée.

Sur le terrain de l'emploi, le grand capital – avec des hésitations et des ajustements – détermine ses décisions à partir d'un « environnement productif » mondialisé. Une part majoritaire des salarié-e-s doit

être soumise à des rapports de travail obéissant – selon des normes militaires modernes – aux exigences d'une profonde réorganisation des chaînes productives transnationalisées, à un nouveau saut dans la concentration et la centralisation des capitaux (fusions, rachats, sous-traitance, etc.) ainsi qu'à un redéploiement spatial des « facteurs » productifs (relocalisation-délocalisation).

Cette « guerre industrielle et concurrentielle » entre grands capitaux se gagne par des généraux qui « licencient » et « recrutent » sur des champs de bataille mondiaux, en particulier dans ce contexte d'une crise durable et d'un chômage persistant, promis d'ailleurs à augmenter encore en 2010-2011.

La publication par l'OCDE de son rapport sur la répartition entre « emploi formel » – 1,2 milliard dans le monde – et « l'emploi informel » – 1,8 milliard – dépasse le symbole de la juxtaposition. De fait, l'intrication plus serrée entre ces deux formes de travail – complémentaires sous divers aspects, y compris dans les pays industriels – est une des composantes de la tentative de reconfigurer les traits de la socialisation du travail à l'échelle mondiale. Pour autant que l'on saisisse ici la référence à « l'informel » dans tous ses dégradés, allant des « incertitudes » construites des rapports de travail, en passant par leur personnalisation-individualisation, jusqu'aux diverses modalités du travail migrant (en Europe, aux Etats-Unis comme en Chine).

#### CRISE DE SURPRODUCTION ET DE SURACCUMULATION

La phase présente de la crise du capitalisme mondialisé fait ressortir la force des tendances à la surproduction. Elles existent, de manière plus au moins accentuées, depuis longtemps. Branche après branche, cette crise de surproduction éclate au grand jour, avec force. Elle révèle les interconnexions entre secteurs ainsi que les nouveaux arrangements géographiques du vaste réseau productif internationalisé construit ces derniers 25 ans. Aux Etats-Unis, les capacités de production dans l'ensemble de l'industrie manufacturière sont utilisées à un niveau inférieur à 68 %, taux le plus bas depuis l'établissement de la série statistique en 1948. Autre exemple: l'utilisation des

capacités européennes de production d'acier atteint tout juste les 50 % en janvier 2009, selon la World Steel Association (WSA); ce qui déprime le taux de profit.

Le recul même du commerce mondial – avec un effondrement surprenant au dernier trimestre 2008 dans quasi tous les secteurs et toutes les régions – ne peut être imputé à la seule contraction des crédits à l'exportation par des banques tétanisées. Ce recul du commerce international expose le poids acquis en son sein par les chaînes d'approvisionnement mondiales. Elles ont resserré les relations entre l'activité productive et les échanges à l'échelle internationale.

Les difficultés à relancer la « croissance » mondiale, de fait depuis la fin des années 1990, renvoient à une crise de suraccumulation, c'est-à-dire à la difficulté d'opérer un processus d'accumulation de plus-value répondant aux exigences de rentabilité anticipées pour les nouveaux investissements productifs. Cela a conduit des masses de capitaux vers des opérations spéculatives qui, invisibles pour certains encore hier, éclatent sous la forme de faillites bancaires et d'une insolvabilité étendue. D'où les nécessaires interventions protéiformes des Etats afin de renflouer banques, assurances, entreprises et assurer de la sorte les conditions de reproduction du système.

Dans ce contexte, le poids de la finance – avec les multiples instruments qui se sont développés au cours des 25 dernières années – renvoie au double mouvement de mondialisation du capital (transnationalisation de la production) et à la nécessité conjointe de disposer de divers moyens pour organiser ce nouvel espace productif et les échanges internationaux; cela au moment où la volatilité monétaire était sans rapport avec le passé, suite au décrochage du dollar de l'étalon or, dès 1971 [12]. Se couvrir (to hedge) face « aux risques » et disposer des instruments financiers pour s'assurer des droits de tirage sur la plus-value à venir ont joué un rôle significatif dans le développement de « l'industrie financière ».

L'offensive anti-ouvrière tous azimuts ainsi que l'ouverture de nouveaux champs d'investissements (privatisations, etc.) ont abouti à une inégalité croissante de la répartition de la richesse produite

entre capital et travail [13]. Cela ressort, sous un autre angle, si l'on examine la répartition secondaire de cette richesse, celle que s'approprie le 0,1 % des ménages les plus riches (voir graphique ci-contre). Une illustration de la concentration sans pareil de la richesse [14]. Or, ce 0,1 % des « vrais riches » est un grand consommateur des produits financiers mis au point par les fonds d'investissement (hedge funds).

L'autre face de la médaille est, logiquement, celle de la contrainte exercée sur les salariés de faire appel au crédit pour leurs besoins divers de consommation (maisons, biens durables, école, santé, etc.). Pour en saisir la dimension, il est utile d'avoir à l'esprit deux données.

1° La contribution des dépenses de consommation des ménages à la croissance du PIB aux Etats-Unis a passé de : 66,0 % entre 1985-90 ; à 70,3 % pour la période 1990-95 ; à 74,1 % pour les années 1995-2000, pour atteindre 77,3 % entre 2000-2007. Une représentation du fait que les Etats-Unis jouaient, à crédit, le rôle de « consommateur mondial en dernière instance ». Ils facilitaient ainsi, selon une ruse de l'extension inégale et combinée du capitalisme, la montée de la Chine comme « nouvel atelier du monde » et future puissance de premier ordre.

2° Cela a pu se faire grâce à un ratio dette-revenu des ménages qui a augmenté en 7 ans autant qu'au cours des 25 années antérieures. Durant cette période, la « croissance à crédit » a donc joué un rôle clé. Si le volume d'endettement est particulièrement fort pour les 40 % supérieurs des ménages, l'augmentation du taux d'endettement par rapport au revenu est le plus élevé, entre 2000 et 2007, pour les 20 % au bas de l'échelle : +90 % [15]. « Jusqu'à récemment les ménages pouvaient utiliser le crédit pour aplanir les problèmes de consommation lors des hauts et des bas du marché du travail. Ce n'est plus cas », conclut le Mc Kinsey Global Institute. Autrement dit, dette et chômage font se conjuguer pour imposer une « discipline de fer » aux salariés.

Il ne faudrait toutefois pas oublier que les grands utilisateurs du crédit – avec la fragilisation de toute « l'architecture financière » qui en a découlé – ont été les prioritairement banques et autres spécialistes du capital investissement qui ont fait

exploser l'endettement dont l'ampleur se révèle chaque jour plus énorme, avec des effets dépressifs cumulatifs.

### RÉORGANISER POUVOIR ET PRODUCTION

Toute crise d'une telle dimension – au-delà de la conjoncture – débouche sur une réorganisation des modalités d'intervention et de domination des classes dominantes et de leur Etat. Elles ne disposent certes pas de plans élaborés dans les détails. Pour l'heure, elles bricolent, elles avancent par essais, erreurs et rectifications. Mais, elles le font le long d'une voie : sauver en priorité les banques et tenter d'accompagner les restructurations industrielles pour en amortir certains coûts socio-politiques, avec un type d'engagement différent selon la situation sociale et politique de chaque pays.

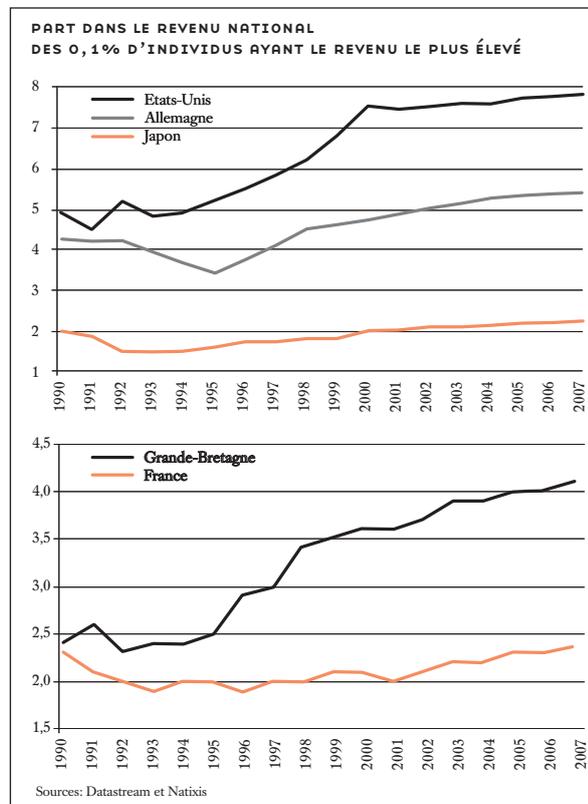
La tension entre l'espace transnationalisé de la valorisation du capital et les institutions étatiques nationales – dont l'importance reste – exige également de restaurer des instruments de « gouvernance » internationale. Une opération délicate car les contradictions interimpérialistes affleurent et les urgences « nationales » frappent à la porte.

En outre, pour reprendre une métaphore de David Harvey, le système productif mondial et celui de ses principales zones bougent comme des plaques tectoniques. La Chine et l'ensemble qui lui est plus ou moins attaché représentent un élément clé de tels mouvements profonds à l'œuvre [16].

Enfin, il faut avoir en vue que la « sortie » des crises pour le Capital s'est faite historiquement : en renforçant un pouvoir fort étatique ; en combinant répression des luttes sociales « incontrôlées » et cooptation encore plus accentuée des appareils syndicaux ou associés ; en multipliant des lois liberticides, déjà mises en œuvre face aux immigrés « clandestins » ; en consolidant les forces armées et en menant des interventions militaires qui, la plupart du temps, renvoient à des plans de « maintien de l'ordre intérieur ». Il n'est pas possible de dissocier, pour faire exemple, les guerres menées en Irak, en Afghanistan et au Pakistan de la militarisation de la frontière Mexique-Etats-Unis.

Ainsi devront s'articuler des « fronts larges » pour la défense des droits démocratiques et des initiatives aptes à donner

leur crédibilité à des réponses socialistes et démocratiques face à un système qui fait la démonstration de son épuisement et, conjointement, de sa violence sociale et symbolique contre la très large majorité de la population. ✱



[11] A ce propos, voir les contributions alternatives de Sam Gindin, économiste et ancien assistant du président du Syndicat des travailleurs de l'automobile canadien, professeur à la York University (« The Auto Crisis: Placing Our Own Alternative on the Table » publié par *Socialist Project*); ainsi que celles de Mark Brenner, Misha Gaus, Jane Slaughter (« Restructure the Big 3, but not with Banruptcy » publié dans *Labor Notes*). Ils proposent, de fait, une prise en main des usines et de leurs sous-traitants et leur réorganisation productive, sous contrôle des travailleurs, dans le cadre de projets répondant aux besoins des salariés et de la population et aux exigences environnementales (transports publics, rénovation d'infrastructures, production d'équipements pour des énergies renouvelables).

[12] Voir David McNally, « From Financial Crisis to World Slump. Accumulation, Financialisation and the Global Slowdown », texte à paraître dans *Historical Materialism*.

[13] Voir les articles de Michel Husson in revue *La Brèche* N° 3 et 4.

[14] Voir le supplément de *The Economist*, « Spare a dime? A special report on the rich », 4.04.2009.

[15] McKinsey Global Institute, *Will US consumer debt reduction cripple the recovery?* March 2009.

[16] Voir les notes sur la Chine disponibles sur le site *alencontre.org* dès le 5 mai 2009.